

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 86 (1994)

Artikel: Europe : l'USS doit passer à l'offensive! : Soit, mais comment?
Autor: Schmitzer, Gerry
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-386488>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 25.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Europe L'USS doit passer à l'offensive! Soit, mais comment?

L'atelier de travail organisé sur le thème «La Suisse et l'Europe» a révélé avant tout d'immenses lacunes d'information et le grand flou des positions syndicales sur la question. L'élément le plus inquiétant dans l'analyse des participant(e)s reste le fait que la xénophobie brutale prend le dessus dans la discussion sur le thème «Europe – EEE – UE». La revendication formulée par l'atelier s'attaque donc précisément aussi à cet état de fait: il s'agit de développer et d'actualiser l'information sur le sujet et d'inscrire ces efforts dans la durée.

Au Congrès de Montreux, l'atelier de travail sur ces questions a surtout révélé au grand jour une série de craintes liées à l'Europe: peur de la libre circulation des personnes, de la surpopulation étrangère, peur des atteintes à notre démocratie ou d'une perte d'identité, crainte de perdre son emploi, peur pour l'avenir de l'AVS. Si la plupart des participant(e)s se sont certes montrés compréhensifs face à ces multiples craintes, ils y voient principalement la marque d'une méconnaissance et le résultat d'un manque d'information.

■ Un sujet mis en veilleuse

Le thème «Europe-EE-UE» est un dossier complexe. Cette complexité

rend la tâche facile aux adversaires de l'Europe qui n'hésitent pas à tirer profit des craintes qui couvent chez les Suisses.

Dans cet ordre d'idées, les participant(e)s se sont aussi demandé pourquoi, après le vote sur l'EEE du 6 décembre 1992, l'USS avait choisi de se retirer dans sa coquille plutôt que de poursuivre en la réactualisant la discussion sur l'Europe. Cette question autocritique en a appelé une autre, contraignante: comment continuer?

■ Une nouvelle initiative?

L'USS doit passer à l'offensive. Cette revendication a été formulée catégoriquement par presque tous les groupes de travail. Mais si la fin est claire, les moyens ne font de loin pas l'unanimité. Certains misent sur une nouvelle initiative tandis que d'autres préconisent une intégration par le biais d'une volonté d'adhésion déclarée du Conseil fédéral. Tout le monde est en revanche d'accord sur la nécessité d'orienter les efforts vers l'entrée de la Suisse dans l'UE.

Les syndicats devraient agir comme moteur de l'intégration dans l'UE. Et il faut aussi qu'ils s'en donnent eux-mêmes les moyens. Autrement dit, l'USS devra libérer des ressources humaines et financières pour mener une vaste campagne d'information en faveur de l'UE. Elle devrait aussi adresser des requêtes à l'adresse du Conseil fédéral qui l'engage à appuyer cette campagne d'information et à en assumer lui-même la direction. Le temps presse: le prochain cycle de négociations démarrera en 1996 déjà avec les prochains candidats à l'UE. Celle-ci se refuse à toute négociation indivi-

duelle. La Suisse devrait donc veiller à participer à ces prochaines négociations, faute de quoi elle manquera le train de l'Europe pour l'an 2000.

Les syndicats devraient proposer des mesures de compensation susceptibles de combler les éventuels déficits démocratiques de l'UE. Il importe donc, dans les tout prochains temps, de faire introduire les nouveaux instruments politiques que sont le «référendum constructif» et la «motion populaire».

■ L'UE: un thème électoral

L'atelier a nettement reconnu que la seule voie envisageable était l'adhésion à l'UE. Pour tous les participant(e)s, une participation à l'EEE, ainsi visée lors de la votation de 1992, n'est autre qu'une farce puisque cet espace se limiterait peut-être uniquement à la Suisse, au Liechtenstein et à l'Islande. Compte tenu de la portée de la question européenne, le groupe de travail a jugé nécessaire de l'inscrire au nombre des thèmes des élections de 1995. L'USS aurait en outre pour mission de veiller à ce que la question européenne reste d'actualité dans les syndicats en la faisant figurer parmi ses deux premières priorités.

■ Regards critiques sur l'atelier

L'atelier de travail est une formule moderne, une «alternative» à la simple transmission de connaissances. Néanmoins, il est permis de s'interro-

ger sur le sens et l'utilité de ces ateliers au Congrès de l'USS.

L'insatisfaction s'est exprimée, entre autres, par la voix d'un membre du SSP qui estimait que les experts n'avaient pas assez souligné les effets qu'avait d'ores et déjà et que pourrait avoir pour la Suisse le choix de la voie solitaire. Une autre collègue du SSM a déploré que l'on consacre la totalité du temps disponible à transmettre des informations et à analyser un échec en votation. Mieux aurait valu selon elle aller de l'avant et développer des stratégies et des mandats clairs.

J'y ajouterais encore quelques remarques personnelles. Un atelier de travail peut-il, en trois heures seulement, remplir la mission à laquelle son nom le destine? En toute franchise, je pense que non.

Pour avoir participé à de nombreux ateliers, séminaires et autres «ateliers du futur», je sais que les propositions de solution ne surgissent que dans l'ultime phase de travail. L'expérience nous montre qu'il n'est pas judicieux d'abandonner la division classique en trois volets (analyse, perspectives et propositions) Or, il est n'est guère possible d'inclure ces trois étapes dans un laps de temps aussi court, encore moins lorsque les responsables s'attachent tant à garantir un bagage d'informations identique pour toutes et tous et que la transmission de cette information occupe une place (trop) importante.

J'ai pu constater pendant l'atelier qu'il n'était nullement nécessaire d'assurer cet équilibre de l'information. Les participant(e)s à l'atelier étaient des gens intéressés qui en savaient déjà long sur le sujet. Qui plus est, on a peu abordé les questions techniques de l'intégration pour privilégier le «travail dans l'ombre» des syndicats. Que dire en outre d'un atelier

qui réunit plus de 70 participant(e)s. Un tel atelier n'est-il pas une farce en soi, quand bien même chacun s'efforce d'y participer activement? Le cadre était trop vaste pour qu'il puisse s'en dégager des documents de travail concrets. De plus, seules quelques personnes ont pu exprimer ce que beaucoup auraient pu articuler en termes beaucoup plus nuancés. Que les responsables aient mis le thème «La Suisse et l'Europe» à l'ordre du jour, est bien sûr une initiative louable, mais la frustration l'a emporté sur ces bonnes intentions. Je n'ai donc pas été étonné d'entendre des critiques similaires sinon identiques en ce qui concerne les autres ateliers du Congrès de l'USS. A l'avenir il faudra s'engager dans d'autres voies pour marier actualité, intérêt, collaboration et plaisir dans le travail syndical.

Gerry Schmitzer